



Conférence des ministres de l'Éducation  
des pays ayant le français en partage

## ÉDITORIAL



L'année 2011 a marqué le début d'un nouveau tournant pour la CONFEMEN, après huit années de mise en œuvre du Plan de relance adopté lors de la session ministérielle de Ouagadougou en 2002. Le Plan d'actions pluriannuel

2011-2012 validé par le Bureau de la CONFEMEN à Yaoundé en mai 2011, s'est basé sur les acquis du Plan de relance pour dégager des perspectives nouvelles qui permettront à la CONFEMEN de renforcer son impact sur les politiques éducatives de ses pays membres.

En attendant de revenir sur ces perspectives, notamment sur la nouvelle vision du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC), dans le prochain numéro de CONFEMEN Info, il convient de noter que 2011 a été pour la CONFEMEN, une année de renforcement et d'élargissement de partenariat dans le cadre du PASEC.

Outre les visites et réunion de travail du secrétaire général avec les partenaires, la CONFEMEN a participé à plusieurs rencontres internationales et sous régionales au cours desquelles, elle a livré des messages sur des thématiques d'actualité (éducation au développement durable, question enseignante, la qualité de l'éducation, le niveau de réalisation des OMD dans le secteur de l'éducation dans l'espace francophone, les acquis scolaires des élèves...). En somme, la CONFEMEN a contribué à l'amélioration des débats et des réflexions sur la gouvernance et le pilotage des politiques éducatives. Malgré la conjoncture économique peu favorable au niveau international, la CONFEMEN a réalisé à plus de 95% son plan d'actions annuel de 2011. C'est le lieu de remercier tous les pays et tous les partenaires pour leur contributions et les efforts consentis.

Bonne et heureuse année 2012 aux lecteurs de CONFEMEN Info. Puisse cette année combler nos attentes et nos espérances.

KI Boureima Jacques  
Secrétaire général de la CONFEMEN

## RÉUNION DU COMITÉ CONJOINT OIF-CONFEMEN

### Les dossiers communs ont été examinés

La réunion annuelle du Comité conjoint OIF/CONFEMEN s'est tenue les 17 et 18 novembre 2011, à Dakar, au Sénégal sous la co-présidence de KI Boureima Jacques, Secrétaire général de la CONFEMEN et de Soungalo OUEDRAOGO, Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF.

L'ordre du jour de la réunion a porté sur l'état d'avancement des projets communs (la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation, la gestion des systèmes éducatifs et les assises sur la formation professionnelle et technique) et sur des points d'information (le projet IFADEM, les réunions du pôle éducation à Paris, l'état de mise en œuvre du PASEC et les perspectives, l'initiative ELAN /Afrique et le programme de volontariat de l'OIF)



une vue des participants à la réunion

## SOMMAIRE

02 Réunion du Comité conjoint OIF-CONFEMEN : Les dossiers communs ont été examinés

03 FORMATION DES MEMBRES DU RIC : Le web 2.0 au service de la communication de la confemen

05 QUINZAINE DE LA FRANCOPHONIE 2012 : Les activités se dérouleront du 20 mars au 31 mai

06 Réunion du Comité Scientifique du PASEC à Liège : Les nouvelles orientations du PASEC au cœur des discussions

09 ATELIER INTERNATIONAL DE FORMATION DES ÉQUIPES NATIONALES PASEC : Les participants se sont familiarisés au traitement et à l'analyse des données

10 Les évaluations du PASEC

11 Vie à la CONFEMEN : Hommage à Claude SAVAGEOT

12 Audience du Secrétaire Général

12 Nouveau visage

Pour le Secrétaire général de la CONFEMEN, la réunion du Comité conjoint est une preuve du partenariat naturel qui existe entre l'OIF et la CONFEMEN, en ce sens que les deux Institutions travaillent pour le développement des systèmes éducatifs des pays francophones. Il a fait remarquer que le renforcement de la collaboration et la synergie d'actions entre les deux structures permettront sans nul doute, d'atteindre cet objectif commun avec beaucoup plus d'efficacité et d'efficience.

Pour sa part, le Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF a décrit le Comité conjoint comme un cadre de resserrement des actions francophones dans le domaine de l'éducation et de la formation. Il a dit que la mise en place du Comité conjoint est une réponse à la demande des différents Sommets de la Francophonie pour une synergie d'actions, notamment celui de Québec en 2008 qui a demandé d'œuvrer conjointement pour une valeur ajoutée aux actions menées dans l'espace francophone. C'est dans ce sens qu'il a salué les actions de la CONFEMEN qui est une structure d'évaluation des systèmes éducatifs, d'animation de réflexion et de concertation sur des questions d'intérêt commun aboutissant à des positions communes.

Monsieur Soungalo OUEDRAOGO a également fait remarquer que les actions de l'OIF en matière d'éducation, coordonnées par la Direction de l'Éducation et de la formation, à travers les axes de développement de l'Éducation de Base, de l'enseignement du français en contexte plurilingue et de l'insertion des jeunes, épousent parfaitement les priorités de la CONFEMEN ; d'où la collaboration naturelle qui existe entre les deux structures et qui a été formalisée à travers la signature d'une convention cadre en mai 2009.

### Les dispositifs nationaux d'évaluation

Les jalons de l'opérationnalisation du projet a commencé à partir de l'année



Le Secrétaire général de la CONFEMEN (lunettes) et le Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF

2008 par l'intermédiaire d'un comité mixte de pilotage OIF/CONFEMEN. En 2009, le comité mixte a sélectionné 5 des 11 pays ayant déposé leur candidature pour faire partie de ce projet pilote. Il s'agit du Sénégal, du Burkina Faso, du Mali, du Bénin et du Liban.

L'objectif des dispositifs nationaux d'évaluation est d'installer une culture de l'évaluation dans tout le système éducatif. Très peu de pays disposent de structures crédibles d'évaluation susceptible d'informer les acteurs locaux sur le niveau des acquis scolaires, les conditions de l'enseignement et de l'apprentissage ainsi que l'environnement des écoles. Les moyens sont dispersés et les résultats souvent inexploités ; cela ne peut donc permettre aucune prise de décision, but ultime de l'évaluation.

En 2011, Le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali et le Liban ont tous les quatre émis les actes administratifs nécessaires nommant les coordonnateurs et les membres des DNE. Chaque DNE dispose aujourd'hui de bureaux fonctionnels mis à sa disposition par le ministère et équipés par l'OIF.

### Le projet sur la gestion des systèmes éducatifs

Ce projet a été mis en place en 2006 par l'OIF en partenariat avec la CONFEMEN. Il s'agit de la formation des gestionnaires du système éducatif, qui repose sur le postulat selon lequel l'amélioration de la gestion du système éducatif à tous ses paliers favorisera

l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation. La phase actuelle de ce projet consiste à assurer un appui technique et financier pour l'élaboration et la validation de la stratégie nationale de formation des gestionnaires du système éducatif. L'objectif étant l'intégration de cette stratégie nationale dans la politique sectorielle en vue de son financement par les bailleurs de fonds internationaux.

En 2010 et 2011, six des sept pays du projet auront validé leur stratégie nationale de formation des gestionnaires du système éducatif : la Centrafrique, le Cameroun, le Tchad, le Congo Brazzaville, le Burkina Faso et la Mauritanie.

### Les Assises sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)

Le Secrétaire général de la CONFEMEN a présenté les grands axes des TDR des Assises, prévues en 2012 à Ouagadougou (Burkina Faso). Ces Assises dureront quatre (04) jours et regrouperont environ 250 participants avec pour objectifs spécifiques de faire l'état des lieux de l'EFTP en termes de forces et de faiblesses en se référant aux conclusions des assises francophones tenues en 1998 à Bamako, au Mali ; d'identifier les contraintes majeures qui entravent le développement de l'EFTP dans les pays francophones ; de partager les expériences en matière de politiques d'EFTP ainsi que les bonnes pratiques et de proposer des recommandations

pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'EFTP dans les pays membres de la CONFEMEN, notamment ceux du sud.

La réunion du Comité conjoint a également permis de faire des points sur des projets ou activités de l'OIF dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Concernant d'abord l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM), il a été rappelé que son objectif est de contribuer à l'amélioration de l'éducation de base en renforçant les compétences des enseignants par la mise en place d'un dispositif de formation continue en partie à distance. Il s'agit surtout d'accompagner la rénovation des dispositifs de formation professionnelle des enseignants, de développer l'innovation relative aux technologies et à la pédagogie nouvelle et d'encourager des partenariats autour de l'initiative.

Ce projet vise, pour le moment, plusieurs pays membres de l'OIF, notamment le Bénin, le Burundi, Haïti, Madagascar et la RDC. D'autres pays membres feront aussi partie de ce projet selon un calendrier défini de façon progressive.

Concernant «École et langues nationales en Afrique» (ELAN), le Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF a évoqué la situation de nombreux pays d'Afrique francophone qui sont aussi multilingues. Le statut privilégié de la langue française face aux langues nationales en fait l'unique langue de scolarisation ; ce qui fait que le défaut de maîtrise de cette langue entraîne de sérieux problèmes d'apprentissage.

C'est pour cette raison que l'initiative ELAN-Afrique vise la promotion et l'introduction progressive de l'enseignement bilingue au primaire articulant une langue africaine et la langue française. L'initiative concerne dans sa phase pilote huit pays d'Afrique subsaharienne francophone ; le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Mali, le Niger, la République Démocratique du Congo et le Sénégal. Toutefois, chaque pays ayant une situation linguistique différente, l'objectif poursuivi dans ELAN est d'appuyer de manière différenciée les plans d'actions nationaux des pays, conformément à leurs politiques éducatives.

## FORMATION DES MEMBRES DU RIC Le web 2.0 au service de la communication de la CONFEMEN



le président à la cérémonie d'ouverture présidée par la Secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement scolaire

La CONFEMEN a organisé du 17 au 21 octobre 2011 à Rabat, au Maroc, un atelier de formation à l'intention des membres de son réseau d'information et de communication (RIC). Cet atelier qui s'est déroulé au centre Maroc - coréen de formation (CMCF) en TICE avait pour objectifs de renforcer les capacités des membres du RIC afin qu'ils s'approprient les outils du Web pour les relations de presse ; d'utiliser les services du Web 2.0 ; de maîtriser la communication électronique à travers les réseaux sociaux, les listes de diffusion et la messagerie électronique et de créer un cadre de diffusion et de partage d'informations en vue de renforcer la visibilité de la CONFEMEN et celle des actions éducatives des pays membres.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Madame Latifa El ABIDA, Secrétaire d'Etat Chargée de l'Enseignement Scolaire du Maroc et a connu la présence du secrétaire général de la CONFEMEN, Monsieur KI Boureima Jacques, du Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Monsieur Youssef BEL-KASMI et du Correspondant national de la CONFEMEN et Directeur du

Centre national d'innovations pédagogiques et d'expérimentation, Monsieur Moulaye Youssef El-AZHARI.

Dans son discours, le Secrétaire général de la CONFEMEN a rendu un hommage mérité à sa Majesté le Roi Mohamed VI, pour sa clairvoyance et pour les actions qu'il ne cesse de mener en faveur de l'éducation et de la formation de la jeunesse marocaine et de la jeunesse des pays du sud. Il a ensuite salué la forte mobilisation des autorités marocaines, notamment celles du Ministère en charge de l'éducation.

Monsieur KI Boureima Jacques, a ensuite rappelé les grands défis que la CONFEMEN veut relever aux côtés des ministères en charge de l'éducation des États et gouvernements membres. Un défi qui devrait être relevé avec l'appui des membres du RIC/CONFEMEN. Le Secrétaire général de la CONFEMEN a également salué la disponibilité des responsables du CMCF qui ont mis à la disposition de la CONFEMEN du matériel de pointe et de l'expertise nécessaire à la formation. Pour Monsieur KI Boureima Jacques, le fait que le Maroc accueille la présente session de formation est



photo de famille des membres du RIC avec les officiels

un signal fort qui traduit l'intérêt et la détermination de ce pays à participer de façon active au développement d'une éducation de qualité et à partager avec la communauté francophone, ses expériences et ses projets éducatifs.

Il a enfin exhorté les membres du RIC/CONFEMEN à s'approprier les nouveaux outils de communication que la formation permettra d'acquérir ou d'enrichir afin d'en faire bon usage au service de la CONFEMEN et des actions éducatives de leurs pays respectifs.

Pour sa part, la Secrétaire d'État a dit toute la satisfaction des autorités marocaines sur les nombreuses initiatives de la CONFEMEN pour accompagner le développement des systèmes éducatifs des pays membres. Elle s'est beaucoup appesantie sur le rôle stratégique que la communication doit jouer pour donner plus de visibilité aux nombreuses actions menées par le Secrétariat technique permanent.

Tout en saluant la création du réseau d'information et de communication (RIC) et sa détermination à utiliser les possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication, Mme Latifa El ABIDA a estimé que la CONFEMEN offre un cadre idéal pour le développement de la coopération Sud-sud à laquelle le Maroc accorde une importance particulière dans la mesure où elle offre des opportunités de partage d'expériences entre des systèmes éducatifs ayant souvent les mêmes objectifs et les mêmes défis à relever.

Après la cérémonie d'ouverture, les participants ont eu droit à un exposé du Conseiller en communication de la CONFEMEN, Monsieur Abobacar SY, portant sur les enjeux de la communication pour la CONFEMEN. L'exposé s'est articulé autour de deux points : les actions de communication de la CONFEMEN et l'organisation et les perspectives du RIC.

Pour le premier point de l'exposé, le Conseiller en communication a développé les activités inscrites dans l'axe 1 du plan d'actions pluriannuel 2011-2012 de la CONFEMEN, «information et communication pour une plus grande visibilité de la CONFEMEN et de ses partenaires» tout en interpellant les membres du RIC sur le rôle et la place qu'ils doivent occuper dans la mise en œuvre de ces activités. Parmi ces activités, il a été noté : l'animation du forum interactif de la CONFEMEN qui est déjà en ligne avec des thématiques diverses et évolutives ; l'insertion des articles et des résumés de rapports d'études dans les revues scientifiques au niveau des facultés des sciences de l'éducation ; la création d'un lien entre le site Internet de la CONFEMEN et le site des pays membres et vice-versa ; la création d'une nouvelle page sur le site Internet de la CONFEMEN intitulée «actualité et événements majeurs portant sur l'éducation dans les pays membres de la CONFEMEN» ; la production par les Correspondants nationaux et les chargés de communication des Ministères de l'éducation des pays membres de la CONFEMEN des docu-

ments et articles sur l'éducation et leur publication dans les canaux de communication de la CONFEMEN ; la production d'une lettre d'information électronique ; le renforcement de la visibilité des travaux du PASEC dans les productions de la CONFEMEN et vis-à-vis des partenaires.

Le deuxième point de l'exposé a porté sur la nouvelle orientation à donner au RIC pour lui permettre d'atteindre ses objectifs avec beaucoup plus d'efficacité. Les échanges qui ont eu lieu à l'issue de l'exposé ont favorisé la mise en place, le 20 octobre 2011, des instances du RIC. À cet effet, quatre coordonnateurs régionaux ont été élus par les membres représentant leurs aires géographiques respectives. Il s'agit de : IDE OUMAROU Hachimi du Niger pour la zone Afrique de l'Ouest ; OKOURI Paul Evariste du Congo pour la zone Afrique centrale ; JAYEN SADASIVEN Teeroovengadam de l'île Maurice pour la zone Afrique de l'Est et Océan indien ; OUAHMI Fatima du Maroc pour la zone dite «autre aire».

Hachimi Oumarou a ensuite été désigné, par les différents coordonnateurs régionaux, comme coordonnateur principal du RIC.

### Les réseaux sociaux comme centre d'intérêt de la formation

À l'issue des 5 jours de travaux, les participants ont pu découvrir les principes et caractéristiques du WEB 2.0, se familiariser avec l'espace virtuel ou la bureautique en ligne (Google sites,

Google docs, Wikispaces...), maîtriser le partage de connaissances, de vidéos, de présentations, de favoris à travers Youtube, Delicious, Blogger, Slideshare, Carte conceptuelle en ligne, les incontournables du Web 2.0 (Netvibes, Bookmarks, flux RSS, Dropbox ...). L'atelier a également permis d'apprendre les meilleures manières de gérer sa réputation sur le net avec notamment Facebook, Twitter, Google+, LinkedIn, Viadeo). Les participants ont enfin appris à développer leur communication à travers les listes de diffusion, l'audioconférence, la visioconférence et le clavardage (Google groupes, Gtalk, Skype, Pligus).

La cérémonie de clôture qui s'est déroulée le 21 octobre 2011 sous la présidence du Directeur du Centre national d'innovations pédagogiques et d'expérimentation et Correspondant national de la CONFEMEN, Monsieur Moulaye Youssef El-AZHARI, a servi de cadre à la lecture des recommandations adoptées par les participants et relatives à la poursuite du renforcement des capacités des membres du RIC et à la modification des textes du RIC en vue entre autres de la création des postes de coordonnateurs adjoints et de l'ouverture du réseau aux journalistes spécialisés en éducation. Les participants ont en outre adressé une motion de remerciements au ministre de l'Éducation nationale et à la Secrétaire d'État chargée de l'Enseignement scolaire pour l'accueil chaleureux et les conditions excellentes créées en faveur de la formation. Une mention spéciale a été faite au Correspondant national, Monsieur Youssef El-AZHARI et au Directeur du CMCF, Monsieur Aziz ELHAJIR. La CONFEMEN a salué la disponibilité et le soutien des autorités marocaines.

Au nom du Secrétaire général de la CONFEMEN, le Gestionnaire, André Ndiaye a renouvelé les remerciements de la CONFEMEN aux autorités marocaines pour leur disponibilité et leur soutien. Dans son discours de clôture, Monsieur Moulaye Youssef El-AZHARI a affirmé que la formation des membres du RIC que son pays a eu l'honneur d'abriter, a répondu à l'esprit de la CONFEMEN qui est basé sur le partage. Pour cela, il a lancé un appel aux participants afin qu'ils accompagnent la CONFEMEN dans sa quête de visibilité dans un monde en pleine mutation.

## QUINZAINE DE LA FRANCOPHONIE 2012

### Les activités se dérouleront du 20 mars au 31 mai



Le concours des 10 mots de la Francophonie sera encore organisé dans le cadre de la Quinzaine 2012

Le calendrier électoral 2012 au Sénégal a influencé l'organisation de l'édition 2012 de la Quinzaine de la Francophonie. De façon exceptionnelle, la quinzaine s'étalera du 20 mars au 31 mai 2012. Une réunion plénière présidée par l'Ambassadeur de la Suisse au Sénégal et à laquelle a pris part le Secrétaire général de la CONFEMEN et plusieurs Ambassadeurs a eu lieu le 7 mars 2012 à l'AUF pour valider la programmation des activités.

Le programme prévoit une cérémonie officielle de lancement de la Quinzaine suivie d'une conférence «Le français dans tous ses états», le 30 mars à la Place du Souvenir. Le même jour, le village francophone ouvrira ses portes en face de la bibliothèque de l'Université Cheick Anta Diop (UCAD) et une exposition ainsi qu'une soirée Brassens à l'Institut français. Il est prévu aussi un grand récital public de poésie à la résidence de l'Ambassade du Canada et à l'espace Sobobadé Toubab Dialaw respectivement le 22 mars et le 24 mars.

La cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours des 10 mots organisé par la CONFEMEN, en partenariat avec le Groupe des Amis de la Francophonie et l'Association des professeurs de français au Sénégal, est également enregistrée dans le programme de la Quinzaine pour le 20 avril. Pour cette 7<sup>e</sup> édition, 12 pays sont invités à y participer : Bénin, Burkina

Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Liban, Mali, Niger, RD Congo, Sénégal, Tchad, Togo). Les dix mots retenus pour l'édition 2012 sont : âme, autrement, caractère, chez, confier, histoire, naturel, penchant, songe, transport.

Près d'une vingtaine de projections cinématographiques est également programmée dans différents lieux de projection à travers la ville de Dakar. Une randonnée pédestre intitulée «La Francophonie en marche» sera organisée le 15 avril et un marathon autour du même thème à une date qui sera déterminée. Il y aura également une soirée des gastronomies francophones le 25 mai.

Au nombre des conférences programmées, on note celle qui se déroulera le 25 avril à l'UCAD sur le thème «La Francophonie et les langues nationales africaines». Cette conférence qui sera modérée par le Secrétaire général de la CONFEMEN, M. KI Boureima Jacques aura comme panélistes le Professeur Mawéja MBAYA de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, le Professeur Modou NDIAYE de l'UCAD et le Professeur Ntole KAZADI, Commissaire général adjoint du 14<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie de Kinshasa.

La Conférence abordera entre autres, la problématique du développement des langues africaines au sein de la Francophonie, la thématique de la scolarisation et langues africaines et le sujet relatif aux programmes mis en place pour valoriser les langues africaines.



Les résultats du PASEC ont été présentés

## RÉUNION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU PASEC À LIÈGE

### Les nouvelles orientations du PASEC étaient au programme

L'Université de Liège a accueilli une réunion du Comité scientifique du Programme d'Analyse des systèmes Educatifs de la CONFEMEN les 14 et 15 septembre 2011. Cette rencontre a connu la participation effective du Secrétaire général de la CONFEMEN, M. Boureima Jacques KI, des Conseillers techniques du PASEC et des membres du Comité scientifique.

Dans son mot introductif lors de la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire général de la CONFEMEN a exprimé sa gratitude à Monsieur Christian Monseur pour avoir accepté d'accueillir la réunion à Liège tout en adressant ses remerciements aux autorités de la Communauté française de Belgique. Il a en outre rappelé le rôle important que joue le PASEC au sein de la CONFEMEN mais aussi la forte implication du

Comité scientifique dans le travail dudit programme d'évaluation. Ce niveau d'engagement s'est par ailleurs traduit par le travail remarquable des membres du Comité scientifique, notamment la réalisation des nouveaux tests du PASEC et la défense des perspectives du Programme.

La réunion de Liège a connu la participation des nouveaux membres du CS. Il s'agit de M. Jean-François KOBIANE, Enseignant-chercheur à l'Institut supérieur des Sciences de la Population de Ouagadougou et M. Nadir ALTINOK, Maître de Conférences à l'Université de Metz. Elle a connu également la participation de Mme Valérie TEHIO, représentante de l'Agence française pour le Développement qui aura désormais la charge de coordonner le partenariat entre la CONFEMEN et l'AFD.

#### Les résultats du PASEC IX, X et XI ont été exposés

Des exposés ont été faits sur les résultats du PASEC IX (Côte d'Ivoire, Liban, Tchad, Togo)

Après les présentations des évaluations, les Conseillers techniques, avec l'appui des référents constitués de membres du Comité scientifique, devront procéder à l'intégration des commentaires dans les rapports.

Les nouveaux tests du PASEC étaient également inscrits à l'ordre du jour de la réunion. Le Président de séance, Christian MONSEUR, a rappelé les motivations de la CONFEMEN à développer de nouveaux tests. Il s'agit entre autres de la vieillissement des tests, de l'absence d'ancrage entre le pré-test et le post-test, de l'absence de mise à l'échelle, etc.

Le Conseiller technique, Seydou GARBA HAMIDOU a assuré la présentation des nouveaux tests. Ces nouveaux instruments ont été finalisés par l'Institut national d'Étude et d'Action pour le Développement de l'Éducation (INEADE) au Sénégal. Cet institut s'est appuyé sur des travaux préexistants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et des Conseillers techniques. Tout en faisant plus amplement état des faiblesses des anciens tests, le présentateur a montré les avantages des nouveaux instruments du programme. Il s'agit par exemple de l'ancrage entre les tests, de la représentativité des domaines en langue d'apprentissage. Ces tests permettront aussi et surtout d'identifier les facteurs d'efficacité des systèmes éducatifs.

La mise à l'essai des nouveaux tests s'est opérée dans trois pays (Gabon, Sénégal et Burkina-Faso).

Au Gabon, la formation des administrateurs a pris deux jours. La mise à l'essai s'est opérée dans les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> années car le Gabon a modifié son enseignement primaire (passage en 5 ans) et le programme visé correspondait à la 4<sup>ème</sup> année. Cette modification aurait



Les nouvelles perspectives du PASEC ont été discutées

dû être davantage discutée. Le budget a été sous-estimé. D'autres difficultés liées à un débrayage des enseignants et à l'incohérence entre consignes et tests des élèves sont notées.

Au Burkina Faso, aucun problème n'est enregistré lors de la formation des administrateurs. Les écoles n'ayant pas des classes de même niveau, elles ont été assimilées aux groupes scolaires. Les consignes de passation laissent les élèves sans réaction. Les tests ont duré parfois plus de 3 heures.

Au Sénégal, aucun problème n'est signalé lors de la formation des administrateurs. Cependant, des incompréhensions au niveau des items ont conduit à l'élimination de 6 items. L'infographie a engendré une semaine de retard. Les items sont rendus difficiles par les impressions de mauvaise qualité. Des difficultés de passation des tests sont liées à la diction des administrateurs. Le temps de passation est estimé à 3 heures 30 minutes en français et 3 heures en mathématiques. Des efforts sont à faire sur les tests à l'oral.

Au regard des difficultés rencontrées lors de la mise à l'essai et dans le souci d'améliorer la qualité de la collecte des données, les Conseillers techniques ont proposé une nouvelle procédure de collecte de données. En effet, les délais de collecte de données étaient très serrés, les taux de non réponse élevés et il était impossible de standardiser les modalités de passation. Avec la nouvelle procédure, le nombre d'administrateurs est triplé, et la durée

de collecte pour chaque administrateur passe de trois (03) à cinq (05) jours.

La réunion de Liège a également permis de faire la présentation des évaluations en cours (PASEC X et PASEC XI). Cette présentation a concerné le Cambodge, la RDP Lao, le Vietnam, le Cameroun, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

La réunion a enfin permis de dresser des perspectives qui se déclinent à travers notamment les éléments ci-après :

- faire évoluer le PASEC vers des évaluations faites la même année ;
- inclure un test VIH-Sida et une évaluation des enseignants ;
- inclure un test en fin d'éducation de base ;
- refondre le dispositif de formations ;
- créer les Dispositifs Nationaux d'Évaluation avec un ancrage à un niveau élevé ;
- élaborer un document de planification des activités de PASEC, prenant en compte les nouvelles orientations et leurs financements sur la période 2012 – 2015 ;
- changer le mode de travail des Conseillers Techniques en évoluant vers une spécialisation ;
- renforcer les compétences des Conseillers Techniques ;
- assurer l'ancrage avec le SACMEQ.

## ATELIER INTERNATIONAL DE FORMATION DES ÉQUIPES NATIONALES PASEC

## Les participants se sont familiarisés au traitement et à l'analyse des données

La CONFEMEN a organisé du 5 au 9 décembre 2011 à Saly, au Sénégal, avec l'appui de l'OIF, un atelier international de formation au profit des membres des équipes nationales PASEC des pays dont le système éducatif est en cours d'évaluation. Cet atelier répondait à un objectif du PASEC qui consiste au renforcement des capacités des membres des équipes nationales en matière d'évaluation.



la cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre en charge de l'éducation du Sénégal M. Kalidou Diallo (au milieu)

L'atelier a regroupé les membres des équipes nationales PASEC des pays en évaluation (Cambodge, République Populaire Lao, Vietnam, Mali, Tchad et Togo) et ceux du Sénégal. Trois thématiques ont été développées par les Conseillers techniques du PASEC à savoir le traitement des données, l'analyse des données niveau I qui a porté sur la statistique exploratoire et l'inférence statistique et l'analyse des données niveau II qui a porté sur la modélisation économétrique.

Dans son intervention à la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire général de la CONFEMEN a remercié chaleureusement les autorités sénégalaises qui ne ménagent aucun effort pour accompagner le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN, en plus du

siège que le pays abrite depuis des décennies tout en exprimé le vœu que les travaux se déroulent dans un esprit constructif et fructueux et qu'ils aboutissent à des résultats conformes aux attentes de la CONFEMEN et de ses États et gouvernements membres.

Quant au représentant de l'Ambassadeur de France, Eric COIGNARD, il a félicité l'action de la CONFEMEN qui se concentre sur la promotion de l'éducation pour tous dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, qui mobilise et diversifie les ressources en faveur du secteur de l'éducation tant au plan national qu'international afin d'assurer une coordination plus efficace des aides allouées au secteur éducatif, en appuyant pour cela les autorités nationales à concevoir des stratégies de diversification des ressources aux plans local et national.

Pour sa part, le Directeur du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest de l'OIF, Tharcisse URAYENEZA a justifié sa présence par la nécessité de solidifier le partenariat naturel qui existe si longtemps entre l'OIF et la CONFEMEN, mais également, pour mettre en exergue l'attachement de l'OIF à la qualité de l'éducation. En lien avec une capacité endogène et permanente d'évaluation, Tharcisse URAYENEZA a fait un point assez exhaustif sur le projet des Dispositifs nationaux d'évaluation.

Le Ministre de l'Enseignement élémentaire, du Moyen-Secondaire et des Langues nationales du Sénégal et Président en exercice de la CONFEMEN qui présidait la cérémonie d'ouverture a exprimé au Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN, toute sa gratitude pour le choix du Sénégal, pour abriter cette importante session de

formation à dimension internationale. Kalidou DIALLO a formulé le vœu que les acquis de la formation puissent contribuer à améliorer les systèmes d'évaluation et partant l'atteinte d'une éducation de qualité.

Les travaux ont commencé par une initiation au logiciel STATA afin de permettre aux participants de se familiariser avec l'outil qu'ils utiliseront tout au long de l'atelier, outil principal d'analyse du PASEC.

En lien avec les deux phases de collecte de données dans le processus d'évaluation, les participants à la session sur le traitement des données ont été formés au transfert des bases de données, au traitement des incohérences dans les bases de données élève, enseignant et directeur et au traitement des données manquantes dans les bases de données maître et directeur. Cette formation a également consisté à fournir les aspects théoriques impliquant les différentes méthodes d'imputation et leurs conséquences sur la distribution empirique des variables.

La session de formation sur l'Analyse niveau I a abordé les aspects relatifs à l'analyse descriptive des données d'évaluation de systèmes éducatifs. Cette session a concerné sept membres des équipes nationales provenant de sept pays PASEC. Durant cette session, les participants ont été formés sur des points tels que le choix des variables d'intérêt, l'analyse et la construction du score, la production d'informations sur les distributions uni-variée et bi-variée, l'inférence statistique et la statistique décisionnelle.

Tout au long de la formation, des exercices pratiques ont été faits pour permettre aux participants une bonne appropriation des méthodes d'analyse descriptive de données d'évaluation. Le processus de formation appliqué a été interactif pour permettre une implication de l'ensemble des participants. Il a été ainsi demandé aux participants, après les exercices pratiques, de procéder régulièrement à des présentations suivies de discussions.

Au niveau de la session sur l'analyse des données niveau II, il convient d'abord de noter qu'un des objectifs



Les invités et les participants à la cérémonie d'ouverture

importants des évaluations PASEC est la détermination des facteurs qui concourent à l'amélioration de la qualité des apprentissages. Ceci passe par la mise en relation des variables mesurant les résultats des apprentissages des élèves avec des variables de contexte mesurant au niveau des élèves, des maîtres et des directeurs. Ce schéma d'analyse a été mis en relief par les développements théoriques sur le modèle linéaire simple, le modèle linéaire multivarié et la modélisation linéaire sur des données hiérarchiques. Au cours de cette formation, l'accent a été mis sur le type de données utilisées. Il s'agit ici des coupes transversales dont l'analyse se distingue fondamentalement de l'analyse des séries temporelles ou des données de panel. Les Conseillers techniques ont aussi attiré l'attention sur les hypothèses fondamentales des modèles développés et ont montré comment en pratique on peut procéder à la violation de ces hypothèses. Les participants ont été sensibilisés aux limites des différentes méthodes, notamment à l'interprétation des coefficients issus d'une régression ne définissant pas a priori un schéma causal. A cet

effet, une présentation a été donnée sur le lien entre la régression et la causalité et les conditions (ordinairement irréalises dans le cas des données du PASEC) et hypothèses sous lesquelles on pourrait donner un sens causal aux coefficients estimés.

Les différentes sessions ont été suivies avec intérêt et assiduité. Ce bon environnement de travail a été salué par le Coordonnateur par intérim du PASEC, Oswald KOUSSIHOUÉDE, représentant le Secrétaire général de la CONFEMEN à la cérémonie de clôture. Il a félicité les participants pour les résultats auxquels ils sont parvenus et souhaiter que ces résultats soient capitalisés dans leurs actions quotidiennes en faveur du développement des systèmes éducatifs des pays membres. Il a aussi et surtout assuré que la CONFEMEN ne ménagera aucun effort pour les y accompagner tout en souhaitant que les pays puissent récolter très prochainement les fruits de cette formation sur le terrain.

## Les évaluations PASEC

### PASEC IX et X

Des évaluations diagnostiques ont été réalisées ou sont en voie de finalisation dans le cadre du PASEC IX en Côte d'Ivoire et au Liban et dans le cadre du PASEC X en RD Congo, au Tchad et au Togo.

#### - Côte d'Ivoire

Suite à de nouveaux commentaires du Comité scientifique, le rapport d'évaluation de la Côte d'Ivoire est en cours de finalisation. La restitution est prévue en avril 2012.

#### - Liban

Les Conseillers techniques en charge du dossier ont produit un premier rapport qui a été validé par le Comité scientifique sous réserve de l'intégration de ses observations et commentaires. Le rapport corrigé a été validé par le Comité scientifique. Sa restitution est prévue à Beyrouth en mars 2012.

#### - République Démocratique du Congo

La mission de restitution des résultats a eu lieu en juin 2011. Les résultats de l'évaluation et les recommandations issues de l'atelier national de restitution ont été accueillis favorablement par le pays. En plus de l'évaluation, le pays a bénéficié, à sa demande, d'un renforcement de capacités des cadres du ministère en octobre 2011.

#### - Tchad

Cette évaluation est caractérisée par une perte énorme d'élèves entre les tests administrés au cours de l'année scolaire 2009/2010. En effet, plus de 20% des élèves n'ont pas été retrouvés en fin d'année scolaire, posant ainsi un possible problème de sélection de l'échantillon. Ceci sera vérifié dans l'échantillon et une remédiation sera proposée, le cas échéant. Le rapport est en cours d'élaboration et l'atelier de restitution pourrait se tenir à Ndjamena en avril 2012.

#### - Togo

L'analyse de données a été faite entre janvier et mars 2011. L'atelier de restitution pourrait se tenir à Lomé en mars 2012.



### PASEC XI

Le PASEC XI devait concerner initialement 8 pays (le Mali, le Niger, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, le Cameroun, le Cambodge, la République Démocratique Populaire (RDP) Lao et le Vietnam) mais, pour des contraintes budgétaires, l'évaluation dans certains pays (Cameroun, Mauritanie, Guinée Bissau) est reportée ultérieurement. Une mission d'appui d'un Conseiller technique à l'adaptation et à la traduction des tests a été faite dans les 3 pays asiatiques (Cambodge, RDP Lao, Vietnam) du 08 au 12 août 2011 et au Mali lors de la mission d'identification du 15 au 26 août 2011. Cette mission a présenté les nouveaux tests PASEC suite à leur rénovation. La mission a constaté la pertinence de ces nouveaux tests relativement au programme officiel d'enseignement primaire des différents pays. Il a été ainsi procédé à une adaptation culturelle de ces tests au contexte de chaque pays. Les procédures de traduction ont été également retenues, notamment celles de double traduction par des experts nationaux suivie d'une conciliation pour le Cambodge et la vérification pour les autres pays par une structure internationale spécialisée en la matière. L'équipe nationale a été également formée à l'administration de ces nouveaux tests.

## Hommage à Claude SAUVAGEOT

En octobre dernier, Claude SAUVAGEOT, membre actif du comité scientifique du PASEC et rapporteur dudit comité était arraché à notre affection. Le Secrétaire général de la CONFEMEN a assisté sa famille à Paris dans cette douloureuse épreuve en lui présentant, au nom de la CONFEMEN et en son nom propre, ses condoléances. Dans son message de condoléance lors de la réunion du Comité scientifique(Cs) de janvier 2012 à Dakar, le Secrétaire général a noté que « ses multiples actions en faveur de l'éducation resteront toujours dans nos pensées ».

Des témoignages et des hommages lui ont été rendus non seulement par la CONFEMEN mais aussi par de nombreux acteurs et partenaires de l'éducation. Nous vous proposons quelques-uns des nombreux messages reçus par mail :



**KI Boureima Jacques,**  
Secrétaire général de la CONFEMEN.

« C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de M. Claude SAUVAGEOT, rapporteur du comité scientifique du PASEC. La CONFEMEN perd ainsi un grand homme. Le personnel de la CONFEMEN s'associe à moi pour adresser à sa famille et ainsi qu'à tous ceux qui lui sont chers, nos sincères condoléances auxquelles nous associons notre profonde compassion... ».

**Fatou DIOP NDOYE,**  
Conseillère en politique éducative (CONFEMEN).

« La disparition de Monsieur SAUVAGEOT constitue une grande perte pour la communauté éducative francophone, la CONFEMEN et le PASEC. Monument de compétences et modèle d'abnégation, il répondait présent à toutes les sollicitations de la CONFEMEN... ».

**Malam Maman Nafiou,**  
membre du CS.

« J'ai lu avec tristesse le message de compassion de la CONFEMEN sur le décès de notre collègue Claude, les mots me manquent pour traduire avec justesse ce que je ressens car il y a à peine deux jours ses observations circulaient dans nos boîtes... Compte tenu de la douleur qui nous étreint tous, j'associe ma voix à la votre pour présenter mes condoléances les plus émues à tous ceux qui l'ont connu ainsi qu'à sa famille, dans l'espoir que nous saurions poursuivre avec beaucoup d'amour et de disponibilité, comme il aimait le faire, l'œuvre qu'on a commencée ensemble. Courage à toutes et à tous... ».

**Maria Nikolova,** Répondante nationale pour la CONFEMEN (République de la Macédoine).

« C'est avec une grande tristesse que j'ai reçu l'information du décès de M. Claude SAUVAGEOT... J'aimerais exprimer mes plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. C'est une grande perte pour eux, mais, pour nous tous aussi et pour la francophonie en général... ».

**Djibril Ndiaye DIOUF,**  
Directeur de la Planification et de la Réforme de l'Education / CN Sénégal.

« Après l'annonce de cette triste nouvelle, je voudrais vous présenter mes sincères condoléances pour le rappel à Dieu de Monsieur Sauvageot, ainsi qu'à l'ensemble des membres du STP en particulier ceux de l'équipe PASEC... ».

## Audience du Secrétaire général

Monsieur KI Boureima Jacques reçoit Madame Anne ZWAHLEN, cheffe suppléante de la division Afrique de l'ouest – DDC/Suisse



Mme Anne ZWAHLEN en entretien avec le Secrétaire général

L'audience du secrétaire général de la CONFEMEN avec la Cheffe suppléante de la division Afrique de l'Ouest de DDC/Suisse a eu lieu le 5 septembre 2011. L'entretien a permis d'examiner les possibilités d'accompagnement en terme d'expertise thématique.

L'accent a été mis sur les domaines d'intervention communs, notamment, l'évaluation (la rénovation des dispositifs et des outils du PASEC), l'éducation non formelle, l'éducation bilingue.

Madame Anne ZWAHLEN a manifesté toute sa disponibilité à accompagner la CONFEMEN, en rapport avec la DEF/OIF et fait part de son

souhait d'être impliquée dans les discussions thématiques.

D'autres aspects ont été abordés par les deux parties : les manuels scolaires, la formation professionnelle, les stratégies éducatives, le lancement de débat sur le forum interactif de la CONFEMEN, les curriculums, le master de gestion scolaire à l'Université Senghor. Elle a informé du soutien du BIE qui est en train d'élaborer une stratégie en rapport avec la diversité des contextes et la décentralisation.

Le principe d'une rencontre avec le Secrétaire général de la CONFEMEN en Suisse ainsi que la possibilité d'organiser une réflexion sur le droit à l'éducation ont été enregistrés.

## Nouveau visage



Volontaire international de la Francophonie d'origine camerounaise, **Serge Trésor TCHAPTCHET** est affecté à Dakar au Sénégal, au sein du STP/CONFEMEN, comme Assistant internet.

Passionné d'internet et des nouvelles technologies, il est titulaire du Diplôme d'Études Collégiales en Programmation Appliquée pour Internet délivré par le Collège Communautaire du Nouveau-Brunswick, après un premier cycle en Mathématiques Informatiques à l'Université de Douala. Il a très souvent exercé comme développeur freelance dans des entreprises et a participé à des projets dans le cadre de l'externalisation (outsourcing).

Membre fondateur de l'AMISAC, amicale des anciens étudiants ayant bénéficié du Projet SACTIC (Soutien à l'Acquisition des Compétences en Technologies de l'Information et de la Communication), et par ailleurs bénévole au sein de l'ONG Femmes en Action contre la Pauvreté (FACP Cameroun), Serge Trésor a depuis son arrivée à la CONFEMEN commencé à faire preuve de ses compétences.

## CONFEMEN *INFOS*

est un trimestriel consacré à l'actualité, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN dans le monde. Il est publié par le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN.

**Directeur de publication** : KI Boureima Jacques  
**Rédacteur en chef** : Aboubacar Sy

Secrétariat technique permanent de la **CONFEMEN**  
Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 3<sup>e</sup> étage  
Avenue Cheikh Anta Diop  
**BP 3220 Dakar-SENEGAL**  
**Tél.** : 221 33 859 29 90  
**Fax** : 221 33 825 17 70  
**Email** : [confemen@confemen.org](mailto:confemen@confemen.org)